

1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

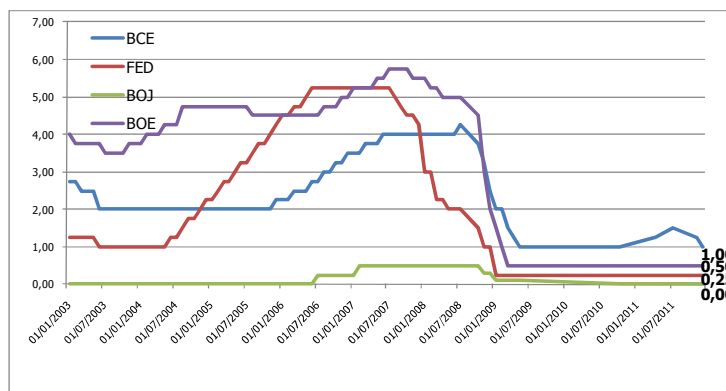
La BCE et la Fed maintiennent le statu quo monétaire

Le 3 mai 2012, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt demeureront inchangés, à respectivement 1,00 %, 1,75 % et 0,25 %.

Le président de la BCE observe que « les taux d'inflation devraient demeurer supérieurs à 2 % en 2012. (...). Les indicateurs disponibles pour le premier trimestre continuent d'aller dans le sens d'une stabilisation de l'activité économique à un faible niveau. (...). Les derniers indicateurs tirés d'enquêtes pour la zone euro font état d'un contexte empreint d'incertitudes. A plus long terme, l'activité économique devrait se redresser progressivement dans le courant de l'année. Dans le même temps, (...), les perspectives économiques demeurent soumises à des risques à la baisse ».

Lors de son audition devant la commission des affaires économiques et monétaires du Parlement européen le 25 avril 2012, le président de la BCE a souligné la nécessité d'un pacte de croissance. A l'occasion de sa conférence de presse du 3 mai 2012, il a précisé qu'il n'y avait pas de contradiction entre pacte de croissance et pacte budgétaire. Il a expliqué que le concept de croissance signifie notamment la poursuite des réformes structurelles engagées dans les pays de la zone euro afin d'augmenter la concurrence tant sur les marchés des produits que sur les marchés du travail. Il a également souligné que la réforme des marchés du travail impliquait d'accroître la flexibilité, la mobilité et l'équité.

Le Comité monétaire de la Fed a décidé le 25 avril 2012 de maintenir son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0% et 0,25 %. Dans son communiqué, la Fed indique que la croissance économique restera modérée au cours des prochains trimestres avant de croître progressivement sur le reste de l'année.



Chômage

Hausse du nombre de demandeurs d'emploi sur un mois en France

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle Emploi s'établit à 2 884 500 fin mars 2012, soit une hausse de 0,6 % sur un mois en données CVS-CJO (+16 600 personnes). Sur un an, il croît de 7,2 % (+7,2 % pour les hommes et +7,1 % pour les femmes). Le nombre de demandeurs d'emploi de « 50 ans et plus » inscrits en catégorie A augmente de 15,6 %.

Hausse du taux de chômage dans la zone euro sur un mois

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières, est de 10,9 % en mars 2012, en hausse de 0,1 point par rapport à février. Il était de 9,9 % en mars 2011. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne atteint 10,2 % en mars 2012. Il était de 9,4 % en mars 2011.

Inflation

Hausse des prix en France

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France augmente de 0,8 % sur un mois en mars 2012 ; sur un an, il croît de 2,2 %. L'inflation sous-jacente s'établit à 1,6 % en glissement annuel.

Léger recul de l'inflation dans la zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 2,6 % en avril 2012, en baisse de 0,1 point par rapport à mars.

Lutte contre le blanchiment

FATF-GAFI

En marge des réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale, les ministres des pays membres du GAFI (groupe d'action financière) ont renouvelé le mandat du Groupe pour huit ans (2012-2020) afin de continuer à protéger l'intégrité du système financier international.

Commission européenne

Faisant suite à l'adoption par le GAFI de nouvelles normes internationales révisées, la Commission européenne a adopté le 11 avril 2012 un rapport au Parlement européen et au Conseil sur l'application de la troisième directive anti-blanchiment. La Commission présentera à l'automne une quatrième directive anti-blanchiment.

Commission spéciale contre le crime organisé

Lors de sa première réunion, la commission parlementaire spéciale chargée d'enquêter sur la criminalité organisée, la corruption et le blanchiment dans l'Union européenne a élu sa présidente, les 4 vice-présidents et son rapporteur. Cette commission dispose d'un mandat d'un an renouvelable une fois pour évaluer l'impact du crime organisé sur l'économie et sur la société de l'Union européenne et faire des recommandations pour lutter contre ce fléau.

Actualité bancaire

Système bancaire parallèle (« Shadow banking »)

Michel Barnier, commissaire européen chargé du Marché intérieur et des Services a tenu une conférence de presse le 27 avril 2012 afin de faire un premier point sur ce dossier. Après l'adoption d'un Livre vert, la Commission européenne a lancé le 19 mars 2012 une consultation publique auprès des parties intéressées pour définir de manière plus précise ce système d'intermédiation de crédit qui agit parallèlement au système bancaire classique, évaluer la réglementation existante et déterminer les mesures qui pourraient être adoptées.

Le Livre vert est consultable sur : http://ec.europa.eu/internal_market/bank/docs/shadow/green-paper_fr.pdf

Les 20 propositions du rapport de MM. Pauget et Constans sur l'avenir des moyens de paiement en France

Ce rapport émet vingt propositions articulées autour de six axes afin de faire face aux évolutions des moyens de paiement (cartes, espèces, chèques et prélèvements) :

- faciliter les paiements sécurisés en ligne ;
- développer des moyens de paiement en face à face modernes, notamment par carte ;
- accélérer et accompagner la réduction du rôle des chèques ;
- encourager les modèles économiques performants, ouverts et concurrentiels ;
- mobiliser la sphère publique ;
- définir et réaliser une ambition nationale.

Le rapport est disponible sur :

http://www.banque-france.fr/ccsf/fr/publications/telechar/autres/rapport_avenir_moyens_paiement.pdf

Commissions interbancaires sur prélèvements

Dans le cadre d'une procédure menée par l'Autorité de la concurrence, les banques parties prenantes à la procédure et la Fédération bancaire française se sont engagées à réduire de moitié au 1^{er} octobre 2012, puis de supprimer le 1^{er} février 2014, les principales commissions interbancaires appliquées aux prélèvements, TIP et autres moyens de paiement scripturaux.

L'Observatoire de l'épargne

L'Autorité des marchés financiers (AMF) a lancé début avril 2012 un Observatoire de l'épargne destiné à constituer une base de données sur les comportements et préoccupations des investisseurs, sur les pratiques de commercialisation des produits financiers, assurer une veille sur les évolutions et tendance de ce marché et publié à cette occasion le premier numéro de sa lettre trimestrielle d'information.

Cette lettre est disponible sur : www.amf-france.org

2 – Actualité régionale

Asie/Pacifique

La BoJ élargit ses mesures d'assouplissement

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 27 avril d'augmenter de 5 000 milliards de yens le montant de l'enveloppe consacrée aux achats pour favoriser la reprise et lutter contre la déflation ; portant ainsi le montant total à 70 000 milliards de yens (665 milliards d'euros). Le 10 avril, la banque centrale avait maintenu le statu quo monétaire. En mars 2012, la production industrielle du Japon a affiché une hausse de 1 % sur un mois, alors que les prix à la consommation hors alimentation et énergie ont augmenté de 0,3 % sur un mois et reculé de 0,5 % sur un an. Les dépenses de consommation des ménages sont en hausse de 3,4 % sur un an. Le taux de chômage est estimé à 4,5 %, inchangé par rapport à février. Les exportations ont progressé de 5,9 % sur un an et les importations de 10,5 %. Le déficit commercial s'est élevé à 774 millions d'euros.

Progression de l'inflation en Chine

Le PIB de la Chine a progressé de 8,1 % au premier trimestre 2012 contre 8,9 % au quatrième trimestre 2011. En mars 2012, la production industrielle a augmenté de 11,9 % en glissement annuel et de 1,2 % sur un mois. L'indice des prix à la consommation augmente de 3,6 % sur un an, après +3,2 % en février. Les exportations sont en hausse de 8,9 % sur un an et les importations de 5,3 %. L'excédent commercial a atteint 5,3 milliards de dollars.

Les autorités chinoises ont annoncé leur volonté d'augmenter les importations pour équilibrer les échanges extérieurs et la Banque centrale de Chine a décidé à la mi-avril de doubler la marge de fluctuation du yuan.

Baisse des taux directeurs australiens

L'indice des prix à la consommation australien a progressé modérément en mars (+0,1 %), confirmant la stabilité observée au trimestre précédent. Sur l'année, la hausse des prix décélère à +1,6 % (contre +3,1 % en décembre). La Reserve Bank of Australia a ainsi décidé, le 1^{er} mai, d'abaisser ses taux directeurs de 50 points de base à 3,75 %, afin de soutenir la demande intérieure. En parallèle, le cours du dollar australien poursuit la baisse observée depuis le début de l'année 2012 (-3 % entre les mois de janvier et avril).

Hausse modérée des prix en Nouvelle-Zélande

L'indice des prix à la consommation néo-zélandais s'est redressé de 0,5 % au 1^{er} trimestre (après une baisse de 0,3 % en décembre), principalement sous l'effet de la révision des droits de régie appliqués aux tabacs (+ 14,5 %). L'indice des prix progresse de 1,6 % sur un an. Les indicateurs relatifs à l'emploi sont mitigés : le nombre de salariés continue d'être bien orienté (+0,4 % après +0,1 % en décembre). En revanche, le nombre de chômeurs croît de 6 % en mars, après un repli de 4 % au trimestre précédent. Le taux de chômage ressort à 6,7 % (+ 0,3 pt). La banque centrale a décidé, le 26 avril, de maintenir son taux directeur inchangé à 2,5 %.

Cours du yen japonais (JPY) / F CFP



Cours du yuan chinois (CNY) / F CFP



Cours du dollar australien (AUD) / F CFP



Cours du dollar neo-zélandais (NZD) / F CFP



3 – Brèves économiques locales

Validation de la future gamme de billets par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie

Le 24 avril 2012, le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie a validé les maquettes définitives de la face calédonienne des coupures de 500, 1 000, 5 000 et 10 000 F CFP de la future gamme de billets qui lui ont été proposées par l'Institut d'émission d'outre-mer (IEOM) et a donné son accord pour leur utilisation dans l'hypothèse où celui-ci déciderait de leur mise en circulation. Lors de la présentation des billets par l'IEOM, le président du gouvernement avait convié les présidents du Congrès, du CES, du Sénat Coutumier et des provinces.

L'arrêté adopté par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, complété par les décisions prises par les autorités de la Polynésie Française et de Wallis-et-Futuna relatives aux motifs et aux graphismes qui les concernent, ouvre ainsi la voie au lancement d'une nouvelle gamme de billets en F CFP, qui sera décidé lors du Conseil de Surveillance de l'IEOM le 31 mai prochain. En cas de décision favorable, les futurs billets pourraient être mis en circulation à l'horizon de la fin 2013 ou début 2014. Rappelons que, la gamme actuelle de billets date de 1968 pour les coupures les plus anciennes (500, 1 000 et 5 000 F CFP) et 1985 pour la plus récente (10 000 F CFP).

Etude de l'IDCNC sur les revenus

L'Institut pour le Développement des Compétences en Nouvelle-Calédonie vient de publier les résultats d'une enquête sur les revenus, menée entre mars et août 2011 auprès de 2 000 entreprises employant près de 29 000 salariés. Cette étude révèle que le salaire moyen de base s'élève à 275 000 F CFP, mais que la moitié des salariés gagne moins de 230 000 F CFP. Il existe aussi de fortes disparités entre les secteurs d'activité ; le secteur tertiaire étant le seul à proposer un salaire moyen supérieur à la moyenne globale.

Baromètre de l'Observatoire du numérique

Au terme de plusieurs mois d'enquêtes et d'analyses, l'Observatoire du numérique a rendu public le 13 avril son baromètre 2011. Réalisé d'octobre à décembre 2011 et cofinancé par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et la Caisse des Dépôts et Consignation (CDC), il fournit des données relatives au taux d'équipement et aux pratiques des usagers (particuliers, entreprises et administrations) dans le domaine du numérique (téléphonie portable, internet, 3G...). Ces résultats révèlent ainsi des taux d'équipement satisfaisants pour l'ensemble des catégories d'usagers, même s'il existe encore de fortes disparités géographiques.

Mission d'OSEO sur l'innovation

Fin avril, le directeur régional adjoint d'OSEO Ile-de-France Paris a effectué une mission d'expertise en Nouvelle-Calédonie, afin d'évaluer et d'accompagner la politique d'innovation de la Province Sud et de présenter les outils de financement d'OSEO destinés aux entreprises innovantes. Ces derniers seront distribués par l'Agence Française de Développement (AFD), représentant d'OSEO dans l'Outre-mer, dès le mois de mai 2012. Un partenariat entre la Province Sud et OSEO pourrait également, d'ici la fin de l'année, enrichir l'offre de financement pour les entreprises innovantes de la Province.

Développement de la recherche aquacole

Le Centre technologique aquacole de Saint-Vincent (CTA) à Boulouparis, outil de La Technopole de Nouvelle-Calédonie elle-même gérée depuis le début de l'année par l'Agence de Développement Economique de la Nouvelle-Calédonie (ADECAL), a redéfini sa programmation en matière de recherche aquacole appliquée. Désormais, les essais, menés en partenariat avec l'IFREMER et les acteurs privés de la filière « crevette », porteront en priorité sur l'amélioration des performances techniques de production de crevettes (écloseries, alimentation, géniteurs...) mais aussi sur la diversification de l'aquaculture calédonienne.

Publication

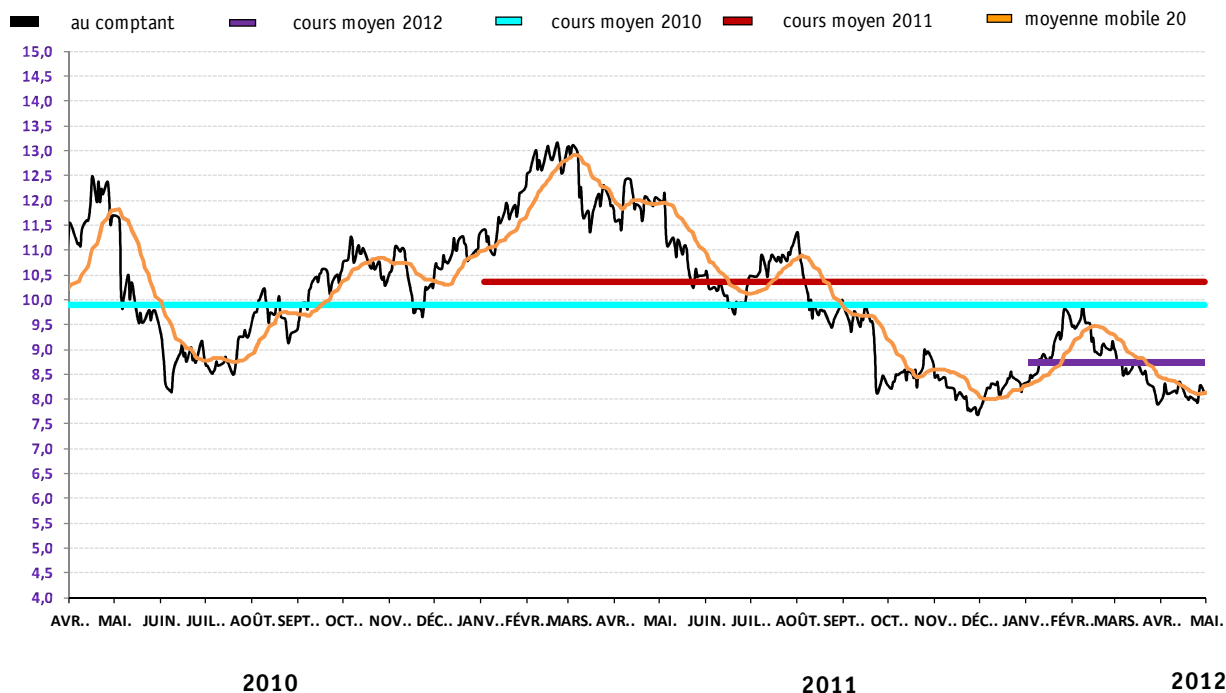
L'IEOM vient de publier la note expresse « Premières tendances » portant sur la conjoncture économique au 1^{er} trimestre 2012, qui conclut sur une légère amélioration du climat des affaires. Cette publication est disponible en téléchargement gratuit en cliquant sur le lien suivant : <http://www.ieom.fr/nouvelle-caledonie/publications/les-notes-expresses-140/les-notes-expresses-tendances-128/premieres-tendances-1er-trimestre-2012.html>

4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		avr.-12	103,4	0,6%	2,0%
Nombre de demandeurs d'emploi		mars-12	7 382	-1,5%	-10,9%
COMMERCE EXTERIEUR (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	févr.-12	8 954	-6,7%	-33,9%
	cumulées	févr.-12	18 550	-	-13,2%
Importations	mensuelles	févr.-12	26 457	-1,5%	-5,3%
	cumulées	févr.-12	53 327	-	9,9%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
NICKEL					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		avr.-12	8,12	-4,3%	-32,0%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		avr.-12	735,72	-4,0%	-25,4%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	févr.-12	215	35,3%	-26,0%
	cumulées	févr.-12	373	-	-34,5%
• Exportations de produits métallurgiques (en tonnes de nickel contenu)	mensuelles	févr.-12	5 388	-13,4%	6,5%
	cumulées	févr.-12	11 611	-	47,0%
TOURISME					
• Touristes débarqués	mensuels	mars-12	8 640	8,3%	25,3%
	cumulés	mars-12	25 732	-	21,2%
• Nuitées	mensuels	févr.-12	52 143	-5,7%	7,6%
	cumulés	févr.-12	107 444	-	8,9%
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		févr.-12	58,40%	+ 4,5 pts	- 2,7 pts
• Croisiéristes	cumulés	janv.-12	19 950	-	-5,2%
BTP					
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	avr.-12	10 422	0,5%	-24,7%
	cumulées	avr.-12	39 502	-	-16,3%
• Index BT 21 (p)		mars-12	144,57	2,3%	4,4%
• IRL (p)		mars-12	114,65	0,3%	3,5%
CREVETTES					
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	avr.-12	131	-	-30,3%
	cumulées	avr.-12	231	-	-14,8%
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	avr.-12	201	-	-27,2%
	cumulées	avr.-12	339	-	-15,0%
COMMERCE AUTOMOBILE					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	avr.-12	627	0,2%	-14,9%
	cumulées	avr.-12	2 478	-	3,5%

Sources : ISEE, IDCNC, Service des Mines

ÉVOLUTION DES COURS DU NICKEL AU LME (\$/LB)



5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

en millions de F CFP	mars-10	mars-11	mars-12	var 11/10	var 12/11
Circulation fiduciaire	13 024	13 734	15 236	5,5%	10,9%
Dépôts à vue	202 358	238 142	238 664	17,7%	0,2%
Total M1	215 382	251 876	253 900	16,9%	0,8%
M2-M1	91 255	95 350	101 220	4,5%	6,2%
Total M3	477 680	530 052	536 018	11,0%	1,1%

Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	déc.-09	déc.-10	déc.-11	var 10/09	var 11/10
Entreprises	382 013	403 491	426 094	5,6%	5,6%
Ménages	328 208	362 904	390 944	10,6%	7,7%
Collectivités locales	36 060	48 228	56 975	33,7%	18,1%
Autres agents de CCB non ventilés	9 732	13 941	15 148	43,3%	8,7%
Total concours sain	756 012	828 564	889 161	9,6%	7,3%
Créances douteuses brutes	15 435	16 545	18 138	7,2%	9,6%
Total concours brut	771 448	845 109	907 299	9,5%	7,4%

Interdits bancaires

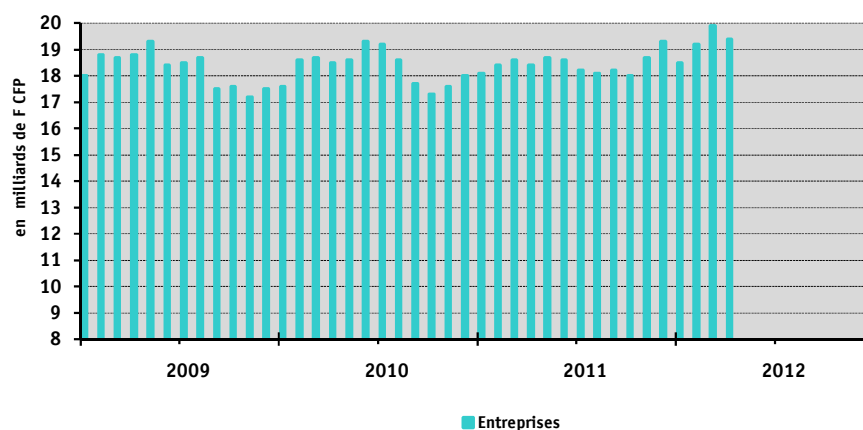
INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock	avr.-12	6 817	-0,1%	10,3%
	dont personnes physiques	avr.-12	6 060	-0,2%	10,1%
	dont personnes morales	avr.-12	757	0,0%	11,8%

Cotation

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
	Cotes valides	avr.-12	14 626	0,8%	7,8%
	Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	avr.-12	4 608	2,7%	24,6%

Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	avr.-12	19,4	-2,5%	5,6%



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2011	2012	Var .
Indice des prix à la consommation	avr	101,4	103,4	2,0%
Entreprises				
nb d'entreprises (a)	mars	51 676	55 117	6,7%
dont nb d'entreprises sans salarié (a)	mars	45 305	48 879	7,9%
créations d'entreprises	déc	5 123	5 115	-0,2%
cessations d'entreprises (p)	déc	2 763	2 846	3,0%
liquidations judiciaires (nb)	mars	22	29	31,8%
redressements judiciaires (nb)	mars	14	19	35,7%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	avr	677	757	11,8%
ventes de ciment local (tonnes)	avr	45 152	39 422	-12,7%
importations ciment (tonnes)	avr	2 047	32	-98,5%
total ciment (tonnes)	avr	47 198	39 454	-16,4%
importations de biens d'équipement (M FCFP)	mars	6 681	8 128	21,7%
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	avr	2 316	3 139	35,5%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	avr	1 306	1 134	-13,2%
Ménages				
emploi salarié (nb)	déc	84 169	87 021	3,4%
dont secteur privé	déc	60 494	63 122	4,3%
dont secteur public	déc	23 675	23 899	0,9%
demandes d'emploi de fin de mois	mars	8 285	7 382	-10,9%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	mars	7 560	7 218	-4,5%
chômeurs indemnisés	mars	1 824	1 845	1,2%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	avr	828,4	888,6	7,3%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	avr	5 504	6 060	10,1%
décisions retraits cartes bancaires	avr	1 064	1 150	8,1%
incidents paiements sur chèques	avr	8 838	12 392	40,2%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	avr	2 394	2 478	3,5%
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	avr	5 147	5 350	4,0%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	mars	6 757	8 231	21,8%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	mars	3 648	3 823	4,8%
Echanges				
nombre de touristes	mars	21 233	25 732	21,2%
nombre de croisiéristes	janv	21 048	19 950	-5,2%
taux d'occupation moyen depuis le 1er janvier des hôtels de Nouméa	févr	59,6%	56,2%	-3,4 pts
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	avr	12,13	8,72	-28,2%
cours du nickel au LME en \$/lb	avr	11,94	8,12	-32,0%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	févr	570	373	-34,5%
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	févr	4 144	2 003	-51,7%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	févr	7 899	11 611	47,0%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	févr	16 147	15 589	-3,5%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	févr	34	60	76,5%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	févr	52	85	63,5%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	févr	20 343	17 677	-13,1%
part de ces produits dans le total des exportations	févr	95%	95%	0,16pt
total des importations (M FCFP)	févr	48 539	53 327	9,9%
total des exportations (M FCFP)	févr	21 383	18 550	-13,2%
taux de couverture	févr	44,05%	34,79%	-9,3pt
recettes douanières (M FCFP)	déc	45 230	47 208	4,4%
Indicateurs financiers (M de FCFP)				
Dépôts à vue	mars	238 142	238 664	0,2%
M1	mars	251 876	253 900	0,8%
M2	mars	347 226	355 120	2,3%
Dépôts à termes	mars	182 678	180 857	-1,0%
M3	mars	530 052	536 018	1,1%
P1	mars	4 020	3 952	-1,7%
coût du crédit aux entreprises- court terme	janv	4,89%	5,49%	0,60 pt
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	janv	4,58%	4,25%	-0,34 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	janv	4,63 %	4,64 %	0,2 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels <181 920 F CFP	janv	18,28 %	ns	ns
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues (p)	déc	845 109	907 299	7,4%
Ménages	déc	362 904	390 944	7,7%
dont crédits à la consommation	déc	69 219	71 926	3,9%
dont crédits à l'habitat	déc	289 191	313 576	8,4%
Entreprises	déc	403 491	426 094	5,6%
dont crédits d'exploitation	déc	76 605	76 469	-0,2%
dont crédits d'investissement	déc	213 900	227 242	6,2%
dont crédits à la construction	déc	101 159	109 321	8,1%
Collectivités locales	déc	48 228	56 975	18,1%
dont d'investissement	déc	42 022	51 644	22,9%
Autres agents de CCB non ventilés	déc	13 941	15 148	8,7%
créances douteuses brutes	déc	16 545	18 138	9,6%
taux de créances douteuses brutes	déc	2,0%	2,0%	0,04 pt
ensemble des actifs financiers	déc	626 018	640 565	2,3%
Ménages	déc	326 169	344 723	5,7%
Sociétés	déc	213 519	208 888	-2,2%
Autres agents	déc	86 329	86 954	0,7%
dont assurances-vie	déc	96 971	99 990	3,1%

(p) : provisoire (a) : actualisé, Nb. : données de décembre 2011 comparées à décembre 2010

7 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE		
	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,25%	14/12/2011
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	1,00%	14/12/2011
taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	14/12/2011

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER			
	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	23/12/2011	1,00%	3,75%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	5,65% à 6,10% (Taux SGFGAS à partir du 01/03/2012)
taux de la facilité de prêt marginal	14/12/2011	1,75%	
taux de l'escompte de chèques	14/12/2011	1,75%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE						
taux d'intérêt en fin de mois						
	30/04/2012	30/03/2012	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08	
EONIA	0,3440%	0,3880%	- 0,044 pt	0,8170%	- 0,473 pt	taux de base bancaire
EURIBOR 1 mois	0,4000%	0,4190%	- 0,019 pt	0,7820%	- 0,382 pt	banques métropolitaines
EURIBOR 3 mois	0,7080%	0,7770%	- 0,069 pt	1,0060%	- 0,298 pt	banques locales
EURIBOR 6 mois	0,9980%	1,0780%	- 0,080 pt	1,2270%	- 0,229 pt	taux d'intérêt légal
EURIBOR 12 mois	1,3110%	1,4160%	- 0,105 pt	1,5070%	- 0,196 pt	année 2012
						année 2011

taux d'intérêt en moyenne mensuelle						
	30/04/2012	30/03/2012	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08	
TEMPE	0,3475%	0,3587%	- 0,011 pt	0,4902%	- 0,146 pt	taux JORF
EURIBOR 1 mois	0,4090%	0,4690%	- 0,060 pt	0,8110%	- 0,402 pt	0,71%
EURIBOR 3 mois	0,7460%	0,8600%	- 0,114 pt	1,0220%	- 0,276 pt	0,38%
EURIBOR 6 mois	1,0420%	1,1166%	- 0,075 pt	1,2510%	- 0,209 pt	
EURIBOR 12 mois	1,3710%	1,5000%	- 0,129 pt	1,5260%	- 0,155 pt	
TMO	3,2500%	3,0700%	+ 0,180 pt	3,5900%	- 0,340 pt	
TME	3,0500%	2,8700%	+ 0,180 pt	3,3900%	- 0,340 pt	
TRBOSP	3,2600%	3,0500%	+ 0,210 pt	3,6500%	- 0,390 pt	

Définitions
EONIA: Euro OverNight Index Average
TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
TMO : taux moyen des obligations publiques (source: CDC)
TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)
TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)

évolution des taux d'intérêt en fin de mois									
devise	USD			JPY			GBP		
	30/04/2012	30/03/2012	31/12/2011	30/04/2012	30/03/2012	31/12/2011	30/04/2012	30/03/2012	31/12/2011
taux JJ	0,190%	0,080%	0,110%	0,200%	0,130%	0,035%	0,530%	0,625%	0,555%
3 mois	0,270%	0,350%	0,680%	0,175%	0,315%	0,140%	1,025%	0,620%	1,100%
10 ans emprunts phares	1,920%	2,170%	1,870%	0,890%	1,000%	0,980%	2,100%	2,190%	1,980%

TAUX DE LUSURE (seuils applicables à partir du 1er avril 2012)			
Prêts aux particuliers		Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires	14,81%
	seuil de lusura	Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	10,93%
Prêts immobiliers		Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de lusura
Prêts à taux fixe	6,32%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,99%
Prêts à taux variable	5,88%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	5,35%
Prêts-relais	6,48%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	6,37%
Autres crédits aux particuliers		Découverts en compte (1)	13,67%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 862 XPF	20,56%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	6,49%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF et prêts viagers hypothécaires	19,15%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF	15,27%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires	17,15%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF	13,27%		Découverts en compte (1)

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE							
Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR							
Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	90,3071	1 NZD/XPF	73,9675	1 HKD/XPF	11,6392	
100 JPY/XPF	112,7366	1 AUD/XPF	94,0805	1 SGD/XPF	73,0304	100 VUV/XPF	96,8597
						1 GBP/XPF	146,7976
						1 FJD/XPF	50,8487